

Etats généraux sur l'entretien routier: Une série de recommandations!

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 19 SEPTEMBRE 2023

1427

www.malikile.com

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Faux sages de Ségou

Les escrocs démasqués

pleurnichent et demandent pardon



Attaque contre les camps de Léré
L'escalade à son paroxysme !



Burkina Faso
La France suspend les procédures d'adoption



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

18 Sept.
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



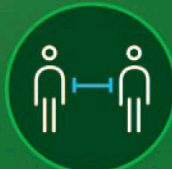
Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

13

Nouveaux cas confirmés

0

Nouveaux guéris

0

Nouveaux décès

0

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

698873 Vaccinations incomplètes

3742757 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33150

Guéris

32331

Décès

743

dont 01 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.22



P.27



/ Une /



Faux sages de Ségou :
Les escrocs démasqués pleurnichent et demandent pardon

P.4

/ Breves /



Recrudescence des attaques: Les FAMA réaffirment leur détermination à défendre le Mali
Coups d'état, Russie : L'UE veut une « nouvelle approche stratégique »
avec l'Afrique [VON DER LEYEN]
Arrestation de ben le cerveau : Il est plus risqué de parler que de voler au Mali
Mali : Des groupes du nord face à l'armée
Conflit dans le nord du Mali : Les tensions entre l'armée et la CSP-PSD dégénèrent

P.13

P.13

P.14

P.15

P.16

/ Actualité /



Attaque contre les camps de Léré : L'escalade à son paroxysme !
Etats généraux sur l'entretien routier : Une série de recommandations !
Chabane Zerouk, ancien magistrat, à l'expression : « Une opération militaire
est impossible au sahel »
Les réservistes au service de la nation : Le Mali établit un statut spécial
Programme Mali Nafama Tchèw : Amélioration du statut nutritionnel des enfants,
des adolescentes et des femmes en situation de vulnérabilité

P.17

P.18

P.20

P.22

P.23

/ Politique /



Naissance des crises au Mali :
Affaire Fily Dabo Sissoko, Hamadoun Dicko et autres...

P.27

/ Culture & Société /



SEGOU :
L'UNESCO protège les manuscrits anciens au Mali

P.30

/ International /



Burkina Faso : La France suspend les procédures d'adoption
Attaf a discuté de la situation au sahel avec son homologue italien :
Rome appuie la démarche d'Alger

P.31

P.32

/ Sport /



Football/compétitions interclubs CAF :
Le stade malien assure, l'as réal sous pression

P.34

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations
[AMPI]

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass –
Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:**
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA,
Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin
Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba
Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssef Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



De gauche à droite (SEYDOU NOUROU TALL CHEF DE LA COMMUNAUTE MUSULMANE DE SEGOU et la DELEGATION HCIM)

Faux sages de Ségou | Les escrocs démasqués pleurnichent et demandent pardon

Le 21 février déjà, dans notre parution N° 1290 nous écrivions à propos d'une bande d'escrocs de Ségou travestis en religieux « Depuis de nombreux mois ils ont investi les réseaux sociaux avec de prétendues prières pour la réussite de la transition ou des malédictions contre les ennemis du Mali. Ils se mettaient en scène face au fleuve ou en pleine brousse avec tout l'attirail du parfait érudit et

se proclamaient Sages de Ségou. Ainsi, ils ont réussi à obtenir la sympathie de millions du Maliens soucieux du devenir de leur pays. Peut-être à engranger une petite fortune ».

Les re-voici à l'œuvre en ce 12 août 2023, non plus à Ségou ou ils sont totalement décrédibilisés, mais dans sa périphérie immédiate, dans la vieille mosquée du village de Kokoun. La

mise en scène, commentée dans une vidéo par le récidiviste Gaoussou Minta, commence alors « Salam. Nous sommes le samedi 12 août 2023. Les sages de Ségou ont lancé un appel urgent pour se retrouver dans la mosquée de Kokoun. C'est cette mosquée que vous voyez en image. Les Hommes sont déjà à l'intérieur. Les portes sont bouclées et les travaux de la retraite spirituelle (Kaloua) ont

commencé dans cette mosquée vieille de plus de 600 ans. Voyez l'épaisseur des murs et la porte déjà verrouillée avec les Hommes à l'intérieur. C'est à Dieu qu'ils s'adressent maintenant à propos de la CEDEAO. Cette organisation qui a juré de faire de nous les esclaves des blancs. De façon précise ce sont nous, les sages de Ségou qui avons prié pour la chute de Bazoum. C'est fait aujourd'hui. C'est à Alassane Ouattara, qui a fait le choix de craindre plus Macron que Dieu, que nous disons de faire attention. Certains sont déjà enfermés dans la mosquée pour converser avec Dieu. Les autres, que vous voyez en image font leur «zikr» dans la cour. Comme vous le constatez, toutes les portes de la mosquée sont maintenant fermées. Ceux qui sont en retraite spirituelle maudissent la CEDEAO et prient pour sa défaite contre le Mali, le Burkina Faso, la Guinée et le Niger qu'elle a décidé d'attaquer. Que le Niger se rassure que rien ne lui arrive ta grâce aux sages de Ségou qui invoquent Dieu pour lui. Chacun verra

ce qui arrivera prochainement à la CEDEAO ».

S'ensuit une mise en scène où ceux qui sont dans la cour maudissent et demandent à Allah de mettre ADO, Macky Sall et Macron en conflit, de créer la zizanie entre les membres de la CEDEAO et entre ceux de L'OTAN. Et enfin de faire chuter ADO. Avant de fuir de la mosquée de peur que la malediction divine ne les y trouve.

Ce théâtre a irrité la communauté musulmane de Cote d'Ivoire dont de nombreux leaders sont d'origine malienne. C'est Cheick Aïma Ousmane Diakité, le président du Conseil Supérieur des Imams de Cote d'Ivoire (COSIM) qui a réagi au nom de la communauté musulmane en ces termes « La Côte d'Ivoire est un pays frère pour ses voisins. Il ne faut jamais croire que les problèmes que rencontrent un voisin ne te concernent pas. Au contraire, prie Allah pour leur résolution. Nous demandons à tous les imams de Côte d'Ivoire de ne pas répondre. Car les

bambaras disent que «le sage ne jette pas de caillou à l'endroit où dans le bois ou il a caché ses œufs».

Face à cette réaction empreinte de courtoisie mais aussi potentiellement explosive, la communauté musulmane du Mali en général et celle de Ségou en particulier ne pouvait garder le silence.

Aussi une séance de prières a été organisée par les autorités religieuses légitimes et reconnues de Ségou et les légitimités traditionnelles en l'occurrence le chef de la communauté musulmane de Ségou Seydou Nourou Tall et son porte-parole, les Griots conduits par leur chef Tidiane Koïta, le coordinateur des chefs de quartiers, le Maire de la commune urbaine de Ségou, la Présidente des femmes musulmanes de Ségou,

Madani Touré Imam de la grande mosquée Kadhafi en présence d'une forte délégation du Haut Conseil Islamique conduite Mohamed Macki



(CHEF DES GRIOTS)

Bah, Alhousseyni Diakité et Koita et du Représentant du Gouverneur de la région. En plus des séances de lecture du Saint Coran et d'autres invocations et prières, le message unanimement délivré par toutes ces personnalités était clair et limpide et pouvait ainsi se résumer « Nous, autorités religieuses de Ségou prions, tous les Vendredis,

et ce, depuis des années pour la paix, la concorde, la stabilité et le bien-être dans notre pays. Conformément aux recommandations de l'Islam, nous ne maudissons jamais quelqu'un. Nous prions aussi pour la paix dans la sous-région, l'entente entre nos pays ».

Apprenant la tenue de cette séance

de prières, un des escrocs, le nommé Cheick Mansour Haidara a voulu allumer des contrefeux et décrédibiliser la rencontre. Ainsi, dans un message vidéo il a insinué, dans une vidéo qui a fait le buzz, que le président ivoirien a distribué 500 millions de FCFA pour cette séance de bénédictions.

Lire la transcription des accusations en encadré

LES FAUSSES ACCUSATIONS DE CHEICK MANSOUR HAIDARA DU 03 SEPTEMBRE 2023

C'est moi Cheick Mansour Haidara qui vous parle en cette nuit de samedi à dimanche 03 août 2023. Je salue tous les patriotes, bâtisseurs du Mali et panafricains. Je prie pour le Mali.

Maintenant j'ai un message à l'adresse du monde entier. Le président ivoirien Alassane Ouattara ADO a fait parvenir 500 millions FCFA à Ségou pour certains « apprenants ». Je ne dis pas des érudits mais de certains « apprenants ». Moi, Cheick Mansour Haidara suis au courant. Ils vont prier pour lui demain dimanche 03 septembre 2023 ici à Ségou. Ils ont empoché 500 millions pour prier pour le maintien de Alassane Ouattara au pouvoir. Je connais les noms de tous ceux qui se sont

partagés ce pactole. Ils vont, les jours prochains commencer à construire des villas, à acheter des voitures et des marchandises avec cet argent qu'ils ont ainsi gagné. Or Dieu a dit qu'il n'aime et qu'il n'aidera pas ceux qui causent du tort à d'autres. Nous laissons donc ALLAH juge de ce qu'ils font et nous les combattons. Ces maîtres es-trahison du pays, es-démolition du pays, ces maîtres opposés au progrès de l'Afrique n'ont pu convaincre Alassane à ne pas causer de tort aux plus faibles mais au contraire l'aident dans cette voie. Nous connaissons l'endroit où se feront ces prières ce 3 septembre. Mais ces prières ne seront jamais exaucées. Vous vous en rendrez compte quand Alassane perdra

tout et qu'il chutera très bientôt. Nous savons ce que vous mijotez. Même avec toutes les prières du monde ALLAH ne pardonnera pas à ADO. Je le jure au nom d'ALLAH ! Vous saurez que vos prières sont allées à la rivière ou avec le vent car vous êtes pareils à Alassane. Vous êtes tous des traîtres. Toute personne qui aide un malfaiteur, qui qu'il soit, est lui-même un malfaisant. Vous serez humiliés avec l'échec de Alassane. Je le jure ! Et nous vous vaincrons

Avant de revenir se déculotter, quelques jours plus tard, en déclarant publiquement devant ceux qu'il avait accusés, qu'il avait délibérément menti et qu'il demande pardon.



malikile.com
LE QUOTIDIEN D'INFORMATION, DE COMMUNICATION, DE RELATION MÉDIAS ET DE BIEN D'AUTRES SERVICES

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

74^{es} Maliens
 MIGRATION IRREGULIERE :
 48 MALIENS PERISSENT EN MER



Cheick Mansour Haidara (au micro)

Lire la transcription des excuses en encadré.

LES EXCUSES PUBLIQUES DE CHEICK MANSOUR HAIDARA DU 10 SEPTEMBRE 2023

Frères musulmans, c'est moi Cheick Mansour Haidara originaire de Choïla et résidant à Ségou Hippodrome qui vous parle en ce dimanche 10 septembre 2023 (An 1445 d'Hégire).

Je viens présenter mes excuses à tous les membres du Haut Conseil islamique, à tous les membres du Bureau de la LIMAMA (Ligue des Imams du Mali), à tous les membres du Bureau de UJMMA (Union des Jeunes Musulmans du Mali). C'est moi Cheick Mansour, qui, le dimanche dernier 03 septembre à 21H 35, ai dans un audio menti sur des musulmans. Ce mensonge ne devait pas provenir de moi contrairement à d'autres. Pas de moi, Pas de moi, Pas de moi. Mais tout peut arriver à quelqu'un qui vit. Aussi, je demande pardon à tous les musulmans morts et vivants.

En vérité même une infime partie d'un grain de sel n'est pas arrivée

ici à Ségou pour un quelconque partage. Ce que j'ai dit est faux, absolument faux, catégoriquement faux et ne repose sur rien. Je présente mes excuses à tous.

C'est pour cette raison que je suis venu de chez moi à pied jusqu'ici pour venir dire que j'ai fauté. Un musulman peut fauter. Mais ne pas se repentir relèvera de la mécréance.

Je vous demande de noter dans nos annales que cela ne m'arrivera plus jamais. Et si cela arrivait encore je mériterais toute sanction qui me serait infligée. Car je ne devais jamais dire ce que j'ai dit. Médire sur des musulmans ici à Ségou, ici à Ségou, ici à Ségou. Ma demande de pardon m'est obligatoire. Une demande de pardon qui sort de ma bouche, de mon cœur et de mes actes. Que tous les musulmans me pardonnent, Cheick Mansour Haidara, au nom du Coran, et de Cheick Tidiane, de

Cheick Oumar Tall, de Saad Touré, de Aboubacar Thiam, de tous musulmans enterrés au cimetière de Ségou. Et surtout à cause d'ALLAH et de son Prophète. Je ne commettrai plus jamais une telle faute dans ma vie. Tout le monde peut fauter. Ne pas reconnaître la faute commise relève de l'entêtement qui siérait mieux à tous qu'à moi Cheick Mansour Haidara. Car c'est moi qui devais protéger l'honneur des musulmans, les défendre et non de les salir.

A tous, je dis que dis que votre dignité est sauve comme du blanc immaculé. Rien, absolument rien n'a été donné à quiconque à Ségou.

Mais même avec le pardon des honorables personnalités qu'il a vilipendées, on se demande si de tels individus peuvent échapper aux feux de l'enfer.

■ **Moctar Sow**

MALI TV



Léré est sous contrôle
Bravo aux fama et vive le Mali

Moussa Coulibaly



Quant on est uniquement motivé par le goût du pouvoir, On oublie souvent qu'on peut passer de héros à zéro.

Ammy Baba Cisse



La Guinée annonce que le Président Mamady Doumbouya se rendra à la 78e AG de l'ONU

Fier D Etre Malien et Africain



Ansongo| La situation est sous contrôle des Fama les cars ont repris la route. IS

MALI TV



Attention à ne pas dérapier dans l'autoritarisme de Kaya Makan!

Kita Kuru Médias



Zone aéroportuaire : 02 mandats de dépôts aujourd'hui : 01 ancien maire et 01 ancien préfet. D'autres attendent sur le banc.

Ousmane Sacko



Pourquoi pas associer la Guinée et utiliser le Syli comme monnaie commune de l'AES. Lol

MALIKANU



À savoir : Nous nous acheminons chaque jour un peu plus vers la gu*erre tant repoussée.

Il y aura sûrement des jours douloureux avec des batailles incertaines pour nos hommes. Mais ça le sera tout au plus pour l'ennemi aussi.

Que personne ne se fasse à l'idée que ça sera une promenade de santé mais nous devons garder une foi inébranlable dans nos forces de défense et de sécurité □ LES FAMAS □ et un soutien à toute épreuve.

Nous ne devons avoir aucun doute sur notre capacité à remporter la gu*erre finale

QUE DIEU SAUVE NOS SOLDATS AU FRONT ET PROTÈGE LE MALI !!!

Signé Tapa Konte



Ammy Baba Cisse



Pendant des années, ceux qui faisaient de la désinformation et de la propagande sur les réseaux annoncent que cela pourrait valoir des poursuites.

■ Ammy Baba Cisse



Pour certains, tu es une équation qu'il faut équilibrer. Pour d'autres, tu es une voix qu'il faut libérer. Pour moi, tu es un esprit qui continue à préoccuper les passionnés, les forcenés, les nostalgiques de la dictature ou encore des neopanafricains autoproclamés patriotes. La note est claire : Tu es plus libre que ceux qui croient te tenir. Un jour si spécial pour toi, je te dis : Encore sois et reste le guide de ceux qui croient en toi. Joyeux anniversaire #RASBATH , mon cher frère



■ Ammy Baba Cisse



Au début, on nous a annoncé une fédération : Guinée, Mali, Burkina. Aujourd'hui, c'est une alliance sans la Guinée?

■ Ammy Baba Cisse



Pour le PM du Mali, l'objectif premier du déploiement des forces dans certains pays, c'est la dislocation de la CEDEAO.

■ Amis qui aiment RFI No1



« si la Russie gagne, il ne se passera pas un temps qu'elle attaquera la Pologne et notre armée ira en guerre ». Pentagon

■ Mohamed Ould Mamouny



Faisons extrêmement attention avant de partager les images des attaques terroristes. Certaines images ne sont même pas du Mali. Ne faisons pas la communication des ennemis du Mali.

■ Mamadou Koulibaly



@M_Koulibaly

Proposition décente: Une sanction qui pourrait faire très, très mal aux pays que le gouvernement français cherche à sanctionner coûte que coûte, à coup d'innovations quotidiennes, serait que l'Etat français interdise que le Burkina, le Mali et le Niger utilisent désormais la langue française, dans leurs communications officielles et privées, orales et écrites, commerciales, religieuses ou pas, chez eux au pays comme partout dans le monde. Je suis sûr, qu'avec une telle sanction, ces trois pays vont se plier, très rapidement, à la volonté de Paris.

■ Denis Sassou-N'Guesso - Officiel



@SassouNGuesso_

C'est ce Dimanche 17 Septembre 2023, que je suis arrivé à New-York, où je participerai à la 78ème Assemblée Générale des Nations Unies. Mon séjour dans cette ville est aussi l'occasion de renforcer les relations bilatérales et de promouvoir le sommet des trois bassins forestiers tropicaux qui se tiendra, à Brazzaville, le mois prochain.



■ Sidi Mohamed Ould Himahou Cheick Ould Albina



Je ne comprends pas les gens qui sont allergiques à toutes voix dissonante.

A mon avis, il est important de laisser surtout les terroristes débattre sur ce groupe car si on ne les entend

pas (pour ne pas dire écouter) il est impossible de cerner la logique derrière leur combat, fusse-t-elle à nos yeux illégale, irrationnelle, illégitime... tous ce que vous voulez. Or pour combattre quelqu'un qui puise ses ressources humaines de ton propre vivier, il faut connaître les raisons profondes qui sous-tendent cette adversité.

Mais au Mali, on préfère ne rien savoir et foncer aveuglément dans un conflit en pensant que la forme militaire du terrorisme est l'épine dorsale à rompre.

Je suis persuadé que sans connaître les causes profondes qui poussent des jeunes à se faire exploser ou à mourir au combat, on ne viendra jamais à bout de ce conflit. D'aucuns me diront «ils sont endoctrinés. Ils sont drogués, etc.» Pourquoi ne pas endoctriner et droguer nos armées pour qu'elles aient le même courage ? C'est une lecture superficielle du problème.

En somme, je vous conseille de laisser tout le monde parler, les spécialistes parmi vous pourront en tirer un grand bénéfice au profit de ceux qui décident. Ne nous fions pas aux spécialistes des plateaux télé pour comprendre un phénomène bien plus complexe et profond.

Mon message dans un groupe WhatsApp

■ Moustapha Ould Dahi



C'est amusant de constater le traitement aujourd'hui réservé à Fahad Ag Almahmoud. Ce dernier, il y a encore peu de temps était mis sur un piedestal à Bko, et buvait du petit lait. Toutes les portes lui étaient ouvertes. Toute remarque ou critique de Fahad Ag Almahmoud fera de vous un apatride et vous expose aux insultes. J'en ai personnellement fait parfois les frais.

En ce moment là Fahad Ag Almahmoud livrait la guerre contre la CMA au profit du pouvoir malien.

Aujourd'hui Fahad Ag Almahmoud livre la guerre contre le pouvoir malien aux côtés de la CMA. Donc il devient démon après avoir été ange hier.

Moralité: rien n'est éternel dans cette vie. Il ne faut jamais troquer sa conviction pour faire plaisir à une personne ou une entité.

■ Fahad Ag Almahmoud



Chers frères et sœurs, vous avez constaté les hostilités entre le CSP-PSD et la junte au pouvoir à Bamako.

Ces hostilités ont été voulues et enclenchées par la junte sous l'influence du colonel Sadio Camara dont le seul soucis est de venger ces nombreux replis tactiques des années précédentes.

Le CSP-PSD a à plusieurs reprises pris à témoin l'opinion nationale et internationale sur les agressions de la junte au pouvoir à Bamako.

Hélas personne n'a pu raisonner ces colonels plus guerriers dans les bureaux que sur le terrain.

Nous rassurons tous les maliens que le CSP-PSD n'est pas dans une guerre pour la division du pays. Nous sommes dans une guerre voulue par la junte de Bamako. Nous allons continuer cette guerre jusqu'à la libération de tout le Mali pris en otage par les 5 colonels.

Nous rejetons et n'acceptons pas une dictature militaire. Les militaires doivent être sur le terrain dont les 3/4 échappent à Bamako et non dans les bureaux climatisés.

Le CSP-PSD s'engage à libérer tous les maliens, ceux qui sont arbitrairement détenus (Mme Fily Bouaré, Mamadou Camara, Rose La Vie Chère, RAS Bath, Adama Ben Diarra etc...) ceux qui sont contraints à l'exil (Bouba Cissé, Oumar Mariko, Karim et Bouba Keïta, Tieman Hubert Coulibay etc...) et ceux qui sont contraints de se taire (la classe politique et la presse).

Pour atteindre nos objectifs nous demandons à tous les maliens se donner la main pour arrêter les 5 colonels et les traduire en justice pour les massacres au centre, dans la région de Koulikoro, d'Ansongo et plusieurs autres exactions. Ils doivent aussi être jugés pour dilapidation des ressources nationales pendant 3 ans. Ces trois dernières années tout le budget national est détourné par ces colonels fuyards et lâches sous prétexte d'équiper l'armée. Sur le terrain nous avons été surpris par la facilité par laquelle nos combattants descendent les soi-disants avions de guerre achetés en cache par Sadio Camara.

En réalité ces épaves de la guerre froide vendues à 200000 Dollars US et facturées à des milliards pour le contribuable malien ne sont plus propres à la guerre

mais au musée. C'était juste un bon prétexte pour détourner nos maigres ressources.

Nous appelons particulièrement tous les officiers, sous-officiers et hommes de rang des FAMA à se joindre au CSP-PSD pour arrêter la violence voulue par la junte de Katie.

La junte a isolé le Mali et est entrain d'hypothéquer l'avenir de plusieurs générations.

Nous informons les maliens qu'ils ne sont plus obligés de fuir leur pays pour respirer. Nous leur offrons plus de 2/3 du pays et surtout l'opportunité de se battre pour la Nation de leur souhait.

Nous allons continuer à nous battre jusqu'à ce qu'on ait un État qui sécurise tous ses enfants qu'aucun voyou ne peut prendre en otage.

Nous allons aussi libérer :

Les FAMA,
La Justice,
L'ORTM et toutes les opinions.
Salutations distinguées

Fahad Ag Almahmoud depuis Gao

■ Nouhoum Sanogo



Grand frère Fahad Ag Almahmoud non tous sauf ça, il y'a plus urgent c'est a dire la lutte contre les terroristes de la cma, toute autre choses est une diversion, combattre le Mali c'est jouer pour la junte obscurantiste française qui a commis beaucoup de crimes il ne faut pas trahir les sacrifices de beaucoup de tes camarades, j'espère vraiment que tous cela est du a la colère seulement



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, les cotisations que vous versez à l'INPS servent à payer les prestations aux quelles ont droit vos travailleurs.

20 70 51 75 36123 inps@inps.ml www.inps.ml INPS_Mali INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, assurez les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité au travail en dotant votre personnel de moyens adéquats de protection individuels et collectifs.

20 70 51 71 36123 inps@inps.ml www.inps.ml INPS_Mali INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs ! faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.

20 70 51 73 36123 inps@inps.ml www.inps.ml INPS_Mali INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs! la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.

20 70 51 74 36123 inps@inps.ml www.inps.ml INPS_Mali INPS.Mali

Recrudescence des attaques Les FAMA réaffirment leur détermination à défendre le Mali



Suite à l'attaque survenue dimanche dernier à Léré, dans le cercle de Nianfouké, la Direction de l'Information et des Relations Publiques des Armées a publié un communiqué le lundi 18 septembre 2023 pour réaffirmer l'engagement et la détermination des FAMA dans leur mission de défense et de sécurité du Mali.

Après l'attaque du camp FAMA de Léré par des groupes armés présumés de la CMA et du JNIM, l'État-major Général des Armées a publié un communiqué informant l'opinion nationale de l'évolution de la situation des opérations dans la zone, secteur n°3 de l'opération Maliko. Ce communiqué précise qu'il fait suite à une attaque des forces du mal contre le camp militaire de Léré le 17 septembre 2023. L'État-major Général des Armées a rassuré que les FAMA sont actuellement mobilisées dans le secteur n°3 pour défendre leurs positions et maintenir la paix et la sécurité des populations. La haute hiérarchie militaire indique que leur mission principale dans cette opération est une fois de plus de détruire l'ennemi, de le dissuader de commettre tout acte d'agression et de protéger nos populations.

De plus, il rappelle qu'au cours des dernières semaines, les troupes maliennes ont mené plusieurs opérations pour contrer les menaces potentielles. Ces opérations ont entraîné la capture de plusieurs individus soupçonnés d'activités terroristes et ont permis de saisir une importante quantité d'armes et de munitions. Le communiqué indique que grâce à notre vaillante armée, la sécurité dans le pays s'est améliorée et la menace terroriste a été considérablement réduite. Nous continuerons à agir de manière résolue pour garantir la stabilité à long terme sur tout le territoire national.

L'État-major Général des Armées se félicite également du courage et du dévouement des FAMA pour protéger notre Nation. Il termine en déclarant : « Nous sommes extrême-

ment fiers de leur professionnalisme et de leur engagement constant envers le devoir ». Il convient de rappeler que cette attaque à Léré intervient dans un contexte assez complexe. Bien que ces dernières semaines, nous ayons remarqué une recrudescence des attaques terroristes au nord du Mali, une situation dont certains mouvements se glorifient. Est-ce à dire que l'accord de paix est en danger ? La question reste posée.

Siguéta Salimata

Coups d'état, Russie : L'UE veut une « nouvelle approche stratégique » avec l'Afrique [VON DER LEYEN]

L'Union européenne veut définir une nouvelle approche stratégique vis-à-vis de l'Afrique axée sur la coopération avec les « gouvernements légitimes », après une série de coups d'Etat militaires et face à l'influence russe, a déclaré mercredi 13 septembre à Strasbourg la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.

« Nous devons faire preuve, à l'égard de l'Afrique, de la même unité d'intention que celle que nous avons montrée concernant l'Ukraine », a indiqué devant les députés européens Mme von der Leyen, inquiète devant la montée en puissance de la Russie en Afrique, et en particulier au Sahel.

« La Russie exerce une influence sur le chaos qui y règne, et en tire également profit », a-t-elle ajouté dans son discours sur l'état de l'Union.

Face à cette situation, « nous devons nous concentrer sur la coopération avec les gouvernements légitimes et les organisations régionales », a-t-elle souligné.

Depuis 2020, le Mali, le Tchad, le Burkina Faso et le Niger ont connu des coups d'Etat militaires, ce qui « contribuera à augmenter l'instabilité dans la région dans les années à venir », a-t-elle déploré. Fin août, un autre pays africain, le Gabon, s'est ajouté à la liste.

Cette nouvelle approche stratégique devra être définie avant la tenue d'un sommet entre l'UE et l'Union africaine, prévu en 2025, a-t-elle ajouté.

A lire également – Céréales ukrainiennes : L'Afrique condamnée à un plan B

La veille, le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell avait reconnu l'échec des Européens à consolider la démocratie au Sahel, en dépit de centaines de millions d'euros investis, qui n'ont pas empêché les coups d'Etat militaires.

Ces dix dernières années, l'Union européenne a dépensé 600 millions d'euros dans des missions civiles et militaires au Sahel, et entraîné des dizaines de milliers de policiers et militaires au Mali et Niger, a indiqué M. Borrell lors d'un débat au Parlement européen à Strasbourg.

« Cela n'a pas servi à consolider des forces armées qui soutiennent le gouvernement démocratique », mais plutôt des forces armées « qui les renversent », a-t-il toutefois reconnu.

Avec AFP



Arrestation de ben le cerveau : Il est plus risqué de parler que de voler au Mali

Des notions comme "crédit de l'Etat", "trouble à l'ordre public" ou encore "simulation d'infraction" ont vraiment la côte auprès des juges et des tribunaux maliens. Combien sont-ils en effet de Maliens qui croupissent en prison pour avoir attenté, dit-on, au crédit

L'Etat ou à l'ordre ? Et ainsi donc, les Maliens qui attendent d'être envoyés en prison pour les mêmes motifs d'inculpation sont encore plus nombreux. Parce qu'en effet, avec la prolifération des média en tout genre au Mali, est-il possible d'espérer que les Maliens d'aujourd'hui soient réduits à parler commedans une gourde par peur de se faire entendre ?

A bien voir les notions de droit citées plus haut force est de se convaincre qu'elles sont toutes nouvelles, disons des notions de circonstance, comme pour encadrer des situations tout aussi nouvelles.

Ces nouvelles notions de droit font aujourd'hui que les cabinets des juges sont plutôt devenus de hauts lieux d'observation et de surveillance de tout ce qui bouge sur Internet.

Au point que les autres notions universelles de droit comme par exemple les libertés d'expression et d'opinion, inhérentes à l'existence humaine même, ont été reléguées au second plan ou en tout cas, ne font plus l'objet de toute l'attention requise auprès des juges.

Or quand le juge, garant des libertés, se préoccupe plus de savoir où est-ce que l'Etat a été attaqué, il est fort à craindre qu'il puisse voir là-où le citoyen a été lésé. Nous sommes désormais dans un Etat du

Mali où il est plus risqué de parler que de voler les derniers publics.

Source: L'Observateur



Mali: Des groupes du nord face à l'armée

Au nord du Mali, la situation était tendue depuis plusieurs mois mais elle vient de connaître son paroxysme avec l'attaque qui a visé un camp militaire dans la ville de Bourem. Un fait qui confirme la détérioration des rapports entre les groupes de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) et le gouvernement de transition et qui, surtout, vient nourrir les craintes d'une reprise des hostilités dans la région nord du Mali.

Des assaillants s'en sont pris mardi soir à l'armée dans la ville-clé de Bourem, assurant avoir pris le contrôle du camp militaire avant de se retirer. De son côté, l'armée malienne dit avoir repoussé une « offensive complexe » faite de voitures piégées ayant entraîné la mort de dix soldats et blessé un certain nombre d'autres tandis que 46 « terroristes » ont été neutralisés. Un des groupes signataires de l'accord de paix issu du processus d'Alger, en 2015, le Cadre stratégique permanent (CSP), a revendiqué l'opération contre la ville garnison de Bourem qui « s'est soldée par le contrôle du camp et des différents postes avancés ». Il y a eu « d'intenses combats », a ainsi souligné le porte-parole du CSP, Mohamed El Maouloud Ramadane. « Les groupes armés non-identifiés avaient encerclé le camp, et tournaient en ville, mais les avions ont réagi contre eux. On n'entend plus de tirs, les FAMA (Forces armées maliennes) sont dans la ville partout en

nombre », a témoigné un habitant par téléphone. La ville de Bourem est un axe crucial situé près du fleuve Niger et sur la route entre Tombouctou et Gao, en direction de Kidal, le fief touareg. La menace qui plane sur l'accord de 2015 est réelle et il ne sert à rien d'en minimiser la portée. Bien au contraire, l'heure est à la prise de conscience face à une somme de manœuvres et de calculs qui visent à saborder le processus d'Alger.

Les tensions grandissantes paraissent de nature à précipiter le Mali, déjà confronté à une menace terroriste majeure, dans une situation critique, la CMA s'étant déclarée lundi dernier « en état de guerre » face aux dirigeants de la transition malienne. Voilà des mois que les signaux d'une rupture grave entre les mouvements CSP et CMA, d'une part, et les dirigeants de la transition, d'autre part, sont au rouge alors même que la crise sécuritaire est loin d'être résorbée et qu'on redoute de surcroît l'apparition d'une crise humanitaire avec le retrait prochain de la Minusma appelée à quitter le Mali. Les groupes extrémistes, dont l'État Islamique du Grand Sahara (EIGS, Daesh) et le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GISM – Al Qaïda) ne peuvent rêver meilleure opportunité pour intensifier leur mainmise sur les zones dans lesquelles ils sèment la terreur, comme à Tillabéri, dans la région des Trois frontières, commune au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Leur propagation ne serait nullement dans l'intérêt des peuples sahéliens.

Source : [lexpressiondz](https://www.lexpressiondz.com)



Conflit dans le nord du Mali : Les tensions entre l'armée et la CSP-PSD dégénèrent

Le gouvernement de transition et les groupes armés regroupés au sein de la plateforme CSP-PSD revendiquent le contrôle des emprises rétrocédées par la Minusma. Depuis août, des attaques ont été dénoncées de part et d'autre des deux camps adverses.

Au Mali, des affrontements ont été signalés entre le gouvernement de la transition et les groupes armés. Un communiqué de la Cellule d'information et de communication des Affaires militaires de l'Azawad a révélé, ce mercredi 13 septembre, que des affrontements ont eu lieu à Bourem, à 100 km de Gao dans le nord, entre les groupes armés et les forces armées maliennes (Famas), ainsi que « leur partenaire russe Wagner ». Le bilan de ces affrontements aurait été lourd en termes de pertes de vies humaines pour l'Armée.

« Environ 97 victimes Famas dénombrées et plusieurs dizaines d'autres blessés dont des cas graves ; 39 véhicules détruits, dont des blindés ; 15 véhicules emportés ; de notre côté, nous déplorons la perte de 9 hommes et 11 blessés », indique la note d'information, qui précise que 5 éléments des Famas, dont un colonel, sont retenus en captivité.

La version de l'armée malienne diverge de ce rapport des groupes armés réunis au sein du Cadre stratégique permanent pour la paix, la sécurité et le développement (CSP-PSD).

Dans son point détaillé, l'état-major général des armées du Mali déclare avoir, aux environs de 9h20 du mardi 12 septembre, « repoussé une attaque complexe aux véhicules piégés ». L'état-major précise avoir, un peu plus tôt, vers 7h30, « ciblé un regroupement de véhicules terroristes au nord-est de Bourem, en phase de préparation d'attaques contre nos forces et les civils dans le secteur ».

Les autorités militaires déplorent cependant « 10 morts et 13 blessés, côté amis, tous évacués sur Gao ; 46 terroristes neutralisés et identifiés, dont 3 responsables à Bourem et alentours ; plus de 20 pick-up détruits y compris ceux équipés d'armes ».

Ces affrontements surviennent en pleine escalade des tensions entre les deux camps. Ainsi, lundi 11 septembre, la plateforme CSP-PSD a déclaré avoir pris le contrôle du camp de Bourem. Ce mercredi, les groupes armés déclarent avoir le contrôle total sur 4 emprises.

Pour rappel, ces emprises sont disputées par les deux camps dans le cadre du retrait de la Mission de paix de l'ONU (Minusma), dont le départ a été exigé par les autorités militaires du Mali. Ces derniers sont accusés par la CSP-PSD d'enfreindre les résolutions des accords de paix et de réconciliation (APR) issus du processus d'Alger.

Victoria Sedji
Agence Ecofin



Attaque contre les camps de Léré L'escalade à son paroxysme !



Selon plusieurs sources, des individus armés ont pris le contrôle de deux camps militaires dans le nord du Mali, une région en proie à de nombreuses attaques terroristes et groupes armés. La Coordination des Mouvements de l'Azawad revendique cette attaque.

L'attaque des camps de Léré a été revendiquée par la Coordination des mouvements de l'Azawad, une alliance séparatiste dominée par les Touaregs. Cela témoigne de la poursuite de l'escalade dans le nord du Mali entre les séparatistes touaregs et les autorités de transition au pouvoir.

En effet, des individus armés se sont

emparés dimanche 17 septembre 2023 de deux camps militaires à Léré, selon deux élus locaux. Un porte-parole de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), une alliance de groupes séparatistes dominée par les Touaregs, a revendiqué l'attaque.

L'armée malienne a confirmé sur les réseaux sociaux que la ville de Léré, dans la région de Tombouctou, avait été attaquée vers 13h30 heure locale (15h30 à Paris). Elle a précisé que des informations plus détaillées suivraient.

«Des individus armés ont attaqué dimanche les deux camps de la ville de Léré», a expliqué un élu local à

l'Agence France-Presse. «Après des combats, ces individus armés ont pris le contrôle des camps. Nous attendons le renfort de l'armée, mais pour le moment, ce sont les individus armés qui ont le contrôle des camps», a-t-il ajouté. Un deuxième élu local a confirmé l'attaque des deux camps, précisant qu'il y avait des morts, sans pouvoir en indiquer le nombre.

«Nous avons attaqué et pris le contrôle des deux camps militaires de la localité de Léré ce dimanche. Les camps sont sous notre contrôle», a déclaré Almou Ag Mohamed, porte-parole de la CMA, qui a également affirmé avoir «abattu un avion de l'armée».

Les responsables maliens n'ont pas nommé les assaillants, mais une telle opération confirme une fois de plus l'échec de l'accord de paix signé en 2015 par une alliance de groupes armés à dominante touareg, qui s'étaient rebellés contre l'État central en 2012, ainsi que par le gouvernement et des groupes armés loyalistes.

L'État-major général des armées a informé l'opinion de l'évolution de la situation des opérations dans la zone de Léré, secteur n°3 de l'opération Maliko. « Suite à une attaque des forces du mal contre le camp militaire de Léré, hier 17 septembre 2023, les FAMa sont actuellement mobilisées dans le secteur n°3 pour défendre leurs positions et maintenir la paix et la sécurité des populations. **« Notre mission principale dans cette opération est une fois de plus de détruire l'ennemi, de le dissuader à commettre tout acte d'agression et de protéger nos populations »**, a fait savoir l'État-major dans un communiqué signé par le Directeur de la DIRPA, Souleymane Dembélé.

« Notre objectif principal lors de cette opération est une fois de plus de neutraliser l'ennemi, de le dissuader de commettre des actes d'agression et de protéger nos populations », a déclaré l'État-major dans un communiqué signé par le Directeur de la DIRPA, Souleymane Dembélé.

Au cours des dernières semaines, poursuit le même communiqué, nos troupes ont mené plusieurs opérations pour contrer les menaces potentielles. Ces

opérations ont entraîné la capture de plusieurs individus soupçonnés d'activités terroristes et ont permis de saisir une importante quantité d'armes et de munitions.

Au cours des dernières semaines, nos troupes ont mené plusieurs opérations pour contrer les menaces potentielles. Ces opérations ont abouti à la capture de plusieurs individus soupçonnés d'activités terroristes et à la saisie d'une importante quantité d'armes et de munitions.

Selon l'État-Major, grâce à l'armée vaillante, la sécurité dans le pays s'est améliorée et la menace terroriste a été considérablement réduite. « Nous continuerons à agir de manière résolue pour garantir la stabilité à long terme sur tout le territoire national », lit-on dans ce communiqué qui ne manque pas de gratitude et d'admiration envers nos vaillants soldats qui servent avec courage et dévouement pour protéger notre Nation.

Mardi, ces mêmes groupes armés ont lancé une offensive contre la ville de garnison de Bourem, que l'armée a dit avoir repoussée. Les adversaires ont fait des récits différents des événements, mais tous deux fait état de dizaines de morts.

Mardi, ces mêmes groupes armés ont lancé une offensive contre la ville de garnison de Bourem, que l'armée affirme avoir repoussée. Les adversaires ont donné des récits différents des événements, mais tous

font état de dizaines de morts.

Les rivalités se sont intensifiées ces dernières semaines entre la multitude d'acteurs armés se disputant le contrôle de cette région du nord du Mali : groupes djihadistes contre armée malienne, groupes djihadistes entre eux, groupes armés touareg contre djihadistes, et groupes touareg face à l'armée malienne.

Les rivalités se sont intensifiées ces dernières semaines entre les nombreux acteurs armés qui se disputent le contrôle de cette région du nord du Mali : les groupes djihadistes contre l'armée malienne, les groupes djihadistes entre eux, les groupes armés Touaregs contre les djihadistes, et les groupes Touaregs face à l'armée malienne.

Cette escalade coïncide avec une reconfiguration sécuritaire dans le nord après le départ de la force antijihadiste française en 2022 et celui, en cours, de la mission de l'ONU (Minusma), toutes deux poussées vers la sortie par les autorités de la transition.

Cette escalade coïncide avec une reconfiguration sécuritaire dans le nord après le départ de la force antijihadiste française en 2022 et le retrait en cours de la mission de l'ONU (Minusma), toutes deux poussées vers la sortie par les autorités de la transition.

■ Binadjan Dombia

Etats généraux sur l'entretien routier : Une série de recommandations !

La cérémonie d'ouverture des états généraux sur l'entretien routier, organisés, s'est déroulée sous la présidence du Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, au Centre international de conférences de Bamako (CICB). Le thème

choisi est : Entretien routier : enjeux, défis et perspectives. Plusieurs membres du gouvernement et des partenaires techniques et financiers qui soutiennent les efforts des autorités de la transition étaient présents lors de cette cérémonie.

Pendant trois jours, les participants ont examiné toutes les questions en suspens afin de les résoudre pour le bien-être de la population malienne. Il convient de rappeler que le réseau routier, qui comptait environ 4 000 km en 1960, comprenait seulement



370 km de routes bitumées et 3 630 km de pistes en mauvais état et difficilement praticables. Ce réseau embryonnaire témoignait de l'ampleur des défis à relever. Afin de couvrir l'ensemble du territoire avec un réseau d'infrastructures de transport modernes, le Mali a adopté plusieurs plans et politiques de développement économique et social, dont la Déclaration de politique générale adoptée en novembre 1993. Cette déclaration visait à préserver le patrimoine routier en luttant efficacement contre la surcharge des véhicules lourds de transport de marchandises, en améliorant et en réorganisant complètement l'entretien routier, ainsi qu'en mettant en place des mécanismes appropriés pour assurer un financement pérenne.

La ministre des Transports et des Equipements, Madina Sissoko, a déclaré que le thème de cette édition ouvre la voie à des échanges sur la problématique de l'entretien routier au Mali, dans le but de pro-

poser des solutions durables aux difficultés rencontrées. Elle a profité de cette tribune pour affirmer que son département assume ses responsabilités et est prêt à mettre en œuvre les recommandations des états généraux. Ces thèmes portent sur la gestion du réseau routier, le financement de l'entretien routier, la passation des marchés publics et l'exécution des travaux d'entretien routier. Elle a remercié chaleureusement le Premier ministre, qui a toujours été attentif aux préoccupations de son département, et a évoqué la préservation du patrimoine routier, les difficultés rencontrées, soulignant que les thèmes abordés lors de ces assises permettront d'échanger, de manière participative et inclusive, sur les moyens de préserver les routes. En conclusion, elle a exprimé sa gratitude envers le chef du gouvernement d'avoir accepté de présider cette cérémonie malgré son emploi du temps chargé.

Pour le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, ces assises permet-

tront d'approfondir la réflexion sur le cadre juridique et institutionnel, ainsi que d'évaluer les performances de la stratégie et du système de gestion. Il a souligné son rôle essentiel de supervision pour garantir le respect des délais de réalisation des infrastructures et la qualité des travaux. Il a également mis en avant son pouvoir de sanction à l'égard des entreprises et des bureaux de contrôle défaillants. De plus, il a encouragé les acteurs à faire preuve de loyauté et de professionnalisme, tout en les invitant à écouter attentivement les préoccupations et les plaintes des usagers. Il a encouragé ces derniers à exercer leur mission de veille citoyenne et de protection des travaux d'entretien routier.

Au cours de ces trois jours d'échanges, les participants ont formulé plusieurs recommandations visant à assurer un entretien durable de nos routes.

■ Ibrahim Sanogo

Chabane Zerouk, ancien magistrat, à l'expression : « Une opération militaire est impossible au sahel »

Ancien magistrat et ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature Maître Zerouk a également occupé de hautes fonctions de la République. En effet, cet énarque a officié au gouvernement de 1996 à 1998 en tant que chef de cabinet (avec rang de ministre). Il nous éclaire sur des faits de l'actualité nationale et régionale.

L'Expression : Un foisonnement d'événements marque l'actualité nationale et régionale. Commençons d'abord par la situation au Sahel. Quelle lecture globale faites-vous de cette situation explosive dans la région?

La situation explosive est due aux effets désastreux de l'exploitation néocoloniale des ressources sur le continent africain. Les facteurs économiques sont à la base de la série de coups d'État successifs en Afrique de l'Ouest. La pauvreté extrême des populations, malgré l'abondance des ressources et à cause de la France, a fini par susciter, à juste raison, un sentiment anti-français au Niger et ailleurs.

Les Africains ont compris qu'ils pourraient vivre dans la prospérité s'ils devaient assurer un contrôle sur leurs propres ressources. La France a bâti sa grandeur sur les conquêtes coloniales et veut la maintenir par une politique néocoloniale. Le Niger constitue la pièce maîtresse de la géostratégie et la géoéconomie de la politique néocoloniale de la France. L'industrie de la France fonctionne sur la base des matières premières arrachées aux 14 pays du Franc CFA à des prix très inférieurs que ceux du marché. Au Niger, elle achète le minerai d'uranium à un prix très bas qui lui permet de produire de l'électricité à bon marché et la revendre en réalisant de gros bé-

néfices. Nous sommes en présence d'un véritable gangstérisme fondé sur l'esclavage de l'Afrique par les entreprises vampires de la France. Si elle devait payer les matières premières aux prix du marché, ça serait l'effondrement de tout ce système qui lui permet de vivre au-dessus de ses moyens. Si la structure de production de l'électricité des centrales nucléaires est modifiée, sa capacité d'endettement s'en trouvera gravement affectée et la mènera à l'insolvabilité. Malgré l'agitation de la France, le coup d'État au Niger a atteint son point de non-retour. La sagesse invite plutôt à réfléchir à l'après au lieu de s'essouffler à prôner un retour au statu quo. La guerre en Ukraine a considérablement affaibli l'Europe qui cherche désespérément à la finir. Dans la zone CFA, plus rien ne sera jamais comme avant. Les Africains doivent prendre conscience, sortir de cette logique de simples pourvoyeurs de matières premières, s'émanciper politiquement et économiquement et construire un appareil de production moderne et compétitif pour transformer en produits finis leurs matières premières. Les grandes agences de notation, telles Moody's et Standard & Poors ont placé la France sous « perspective négative ». Sans l'Afrique, l'économie de la France n'est qu'un château de cartes qui est mis à rude épreuve par l'augmentation des taux d'intérêt, l'explosion du budget et la montée en puissance des mécontentements sociaux. La France a adopté une politique vis-à-vis du Niger qui diffère de celle du Gabon en favorisant le Niger par rapport à l'existence de la société Areva chargée de l'exploitation de l'uranium du Niger

Concrètement, quelles seront les retombées sur l'Algérie d'une éventuelle attaque mili-

taire étrangère au Niger?

Il est quasiment impossible que la France et les pays de la Cédéao interviennent militairement parlant car cela provoquerait un embrasement de la région du Sahel qui est pour l'heure sous l'influence des Russes. En cas de conflit militaire, la Russie et la Chine ne seraient pas dans l'expectative.

L'Algérie a proposé une initiative pour un règlement diplomatique de la crise. Et jusque-là elle a réussi à calmer les ardeurs de ceux qui voulaient la guerre. Comment voyez-vous l'évolution de la situation dans ce pays?

Notre pays a une riche expérience pour désamorcer les crises, en plus l'Algérie est respectée et écoutée par les pairs africains. Je pense que cette initiative de médiation entre les gouvernants et les putschistes, s'inscrit dans un contexte d'apaisement, et qui arrangerait davantage les intérêts de la France dans la sous-région.

Les États-Unis, partagent l'approche algérienne dans cette crise. Cette convergence annonce-t-elle un nouveau souffle des relations entre Alger et Washington surtout que cette dernière semble adopter une nouvelle position dans le conflit du Sahara occidental?

Les convergences de vues entre notre pays et les États-Unis seront à l'avantage des acteurs des conflits, c'est une bouffée d'oxygène pour eux, cette initiative permettra à notre pays, d'espérer gagner la confiance des Américains en vue d'arracher une position favorable de la part des États-Unis pour s'aligner à la position algérienne vis-à-vis du Sahara occidental. Le Mali n'est

pas en reste. Des indices probants laissent croire qu'il y a une volonté de revenir à une solution militaire pour le règlement de la crise au nord du Mali, ce qui signifie la mise sous le boisseau de l'accord d'Alger. Une guerre au nord serait très préjudiciable pour l'Algérie. Pour ce qui est du Mali, le pouvoir en place, à mon avis, passera à l'acte pour neutraliser les dissidents et régler définitivement le conflit avec le nord du pays contrôlé par l'Azawad. Quant aux répercussions de cette aventure sur l'accord d'Alger, les Maliens sont bien conscients, et ne trouveront jamais une occasion aussi propice, pour renier cet accord car la situation politique actuelle qui prévaut au Sahel leur est favorable.

Un événement a marqué ces derniers jours l'actualité nationale: l'affaire du général Khaled Nezzar. La réplique des autorités algériennes a été ferme. Pouvez-vous nous éclairer davantage sur ce dossier en votre qualité d'ancien magistrat?

L'affaire du général Khaled Nezzar, est un dilemme pour sa personne, ce n'est pas innocent, vu que les deux plaignants, l'un s'est désisté de sa plainte, l'autre est décédé, par conséquent, il y a vice de forme, plus de témoignage à charge, pis encore, depuis plus de douze ans que le dossier ouvert et clôturé après les auditions des parties, on se demande pourquoi le ministère public helvétique remet ce dossier sur la table en visant son enrôlement pour des

chefs d'inculpation qui ne tiennent pas debout. Sur la forme, l'action est irrévocable. Sur le fond, action infondée. Monsieur Nezzar, est loin du terrain pour exercer ce genre d'actes criminels qui lui sont reprochés, c'était un homme politique, ministre de La Défense d'un pays souverain qui était ébranlé par la nébuleuse djihadiste islamique, qui cherchait à mettre le pays à feu et à sang, donc si on suit ce raisonnement, il faut mettre en cause tout le peuple algérien.

Par conséquent, les autorités judiciaires suisses n'ont aucune compétence pour juger un général algérien qui était au service de sa patrie.

■ Source: [lexpressiondz](#)



Archives

LE JOURNAL AFRIQUE

Les réservistes au service de la nation : Le Mali établit un statut spécial

Le Conseil des Ministres a approuvé un projet de décret élaboré par le ministre de la Défense et des Anciens Combattants du Mali, visant à établir le Statut particulier de la Réserve des Forces Armées et de Sécurité. Cette initiative fait suite à l'article 24 de la Constitution du Mali, qui énonce que "la défense de la Patrie est un devoir pour tout citoyen. Tous les citoyens âgés de 18 ans au moins peuvent être mobilisés aux côtés des Forces Armées et de Sécurité pour la défense de la Patrie."

Le Mali prévoit d'établir un Statut particulier pour sa Réserve des Forces Armées et de Sécurité



Le projet de décret prend également en compte les dispositions de l'Ordonnance n°2023-015/PT-RM du 21 mars 2023 portant Statut Général des Militaires et de la Loi n°2016-038 du 07 juillet 2016, qui institue le Service national des Jeunes.

La Réserve des Forces Armées et de Sécurité est constituée de personnes appelées réservistes, qui ne font pas partie de l'armée d'active, mais qui sont formées pour renforcer ou soutenir les Forces Armées Maliennes dans le cadre de la Défense nationale.

La Réserve des Forces Armées et de Sécurité : Un atout clé pour la sécurité nationale au Mali

Le projet de décret distingue deux types de réserves : la réserve stratégique et la réserve opérationnelle.

La réserve stratégique comprend les personnels du contingent du Service national des Jeunes ayant accompli le service militaire, les militaires dont la démission a été régulièrement acceptée, les militaires admis à faire valoir leur droit à la retraite et soumis à une obligation de disponibilité de cinq (05) ans, les volontaires ayant souscrit un engagement, ainsi que toute autre personne ayant accompli le service militaire. Lorsque la réserve stratégique est mise à la disposition du Chef d'État-major des Armées, elle devient opérationnelle.

Le Mali renforce

Les réservistes mobilisés seront soumis au Statut général des Militaires et à toutes autres dispositions législatives et réglementaires en vigueur régissant les militaires.

L'adoption de ce décret présente plusieurs avantages :

- Elle permettra de déterminer l'état des réservistes et les conditions de leur mobilisation ;
- Elle garantira un renfort essentiel en cas de crise, de catastrophe naturelle ou de guerre ;
- Elle apportera un haut niveau de compétences supplémentaires aux Forces Armées et de Sécurité ;

- Elle encouragera les jeunes à contribuer à la Défense de la Nation.

Sécurité Renforcée : Le Mali Prépare sa Réserve des Forces Armées et de Sécurité

Cette décision marque un pas im-

portant vers le renforcement de la sécurité nationale au Mali et la mobilisation de la société civile en faveur de la défense de la patrie. Le projet de décret sera soumis au Parlement pour examen et approbation, démontrant ainsi l'engagement continu du gouvernement à

renforcer les capacités de défense du pays.

Le Conseil des Ministres du Mali approuve un projet de décret sur la Réserve Militaire

■ **Fatoumata Bintou Y**
Source : Bamada.net

Programme Mali Nafama Tchèw Amélioration du statut nutritionnel des enfants, des adolescentes et des femmes en situation de vulnérabilité



Les conséquences économiques et sociales de la crise multidimensionnelle placent le Mali au 184e rang sur 189 pays en termes de développement humain faible¹. Le

Mali est toujours un pays à faible revenu, avec une économie peu diversifiée et fortement dépendante du secteur primaire, qui contribue à hauteur de 41,06% du PIB². Ce

secteur constitue le socle de l'économie malienne et présente un potentiel important pour stimuler la croissance économique. Cependant, la faible productivité, les marchés



sous-développés, les inégalités structurelles et la vulnérabilité aux changements climatiques sont une réalité, avec plus de 29% de la population souffrant de malnutrition, 20% en insécurité alimentaire et 10% des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë.

Le taux de faible poids à la naissance dépasse le seuil international de santé publique (15%). Selon l'EDSM 2018, plus de six femmes en âge de procréer sur dix et huit enfants âgés de 6 à 59 mois sur dix souffrent d'anémie. La situation est tout aussi alarmante en ce qui concerne les

autres déterminants de la malnutrition au Mali, selon l'EDSM 2018. Les indicateurs d'eau, d'hygiène et d'assainissement (WASH) révèlent de mauvaises pratiques en matière de lavage des mains (pour 14,3% de la population malienne), d'utilisation de toilettes améliorées (pour 55,9% des ménages) et de traitement de l'eau par les ménages sans sources d'eau améliorées (14,7%).

Cette situation nutritionnelle des femmes et des adolescentes contribue à maintenir un taux de mortalité maternelle très élevé, qui est de 325 décès maternels pour 100 000 nais-

sances vivantes (EDSM 2018-2019).

Parallèlement, l'inégalité entre les sexes reste un défi majeur pour le développement humain au Mali, et la persistance de la discrimination entre les sexes est illustrée par son classement à la 158e place sur 162 pour l'indice d'inégalité entre les sexes (IIG), reflétant ainsi les disparités entre les sexes dans les domaines de la santé reproductive, de l'autonomisation et de l'activité économique.

De plus, les mères/épouses ont un pouvoir de décision très limité au

sein du foyer, y compris en ce qui concerne la gestion du budget familial et les dépenses liées à la santé et à la nutrition des membres de la famille. C'est pourquoi il est essentiel d'impliquer les pères/maris dans la prise en charge de la nutrition des enfants et de les encourager à adopter des comportements favorables à une répartition plus équitable des tâches domestiques et des soins, afin d'assurer le bien-être de l'enfant. Dans le cadre de tout ce qui a été mentionné précédemment, le Groupe du Développement de l'Afrique, en partenariat avec le soutien technique et financier de l'UNICEF, a lancé en juillet 2023 le Programme Mali Nafama Tchew : Amélioration du statut nutritionnel des enfants, des adolescentes et des femmes en situation de vulnérabilité dans les régions de Ségou, Mopti et Tombouctou.

Ce projet touchera directement 1784 acteurs communautaires qui seront renforcés pour atteindre plus de 14440 personnes (hommes, jeunes, femmes) dans les 24 communes des régions de Ségou, Mopti et Tombouctou, y compris des leaders religieux musulmans et chrétiens qui seront directement impliqués dans la mise en œuvre du projet.

Ainsi, le groupe et son partenaire UNICEF ont organisé hier, lundi, à la Maison de la Femme de Bamako Rive Droite, un atelier technique de conception et de validation des fiches de prêches religieuses (musulmanes et chrétiennes) qui seront utilisées pour la mise en œuvre du programme au niveau communautaire par les leaders religieux. Cet atelier a permis au Groupe du Développement de l'Afrique (GDA) de finaliser et de valider les outils religieux (fiches de prêches musulmanes et chrétiennes) sur les masculinités positives et la nutrition, afin de pouvoir animer des prêches à la fois dans l'islam et dans le christianisme.

Lors de l'ouverture, le Chef de la Section SBC UNICEF-Mali a rappelé que l'UNICEF accorde une grande

importance à la Communication pour le changement social et comportemental, qui est un processus social basé sur la promotion du dialogue entre les communautés et les décideurs aux niveaux local, régional et national.

Ce projet, d'une durée de 6 mois, touchera directement 1784 acteurs communautaires qui seront renforcés pour atteindre plus de 14440 personnes (hommes, jeunes, femmes) dans les 24 communes des régions de Ségou, Mopti et Tombouctou.

En conclusion, le Chef de la Section SBC UNICEF-Mali a invité les participants à suivre attentivement les travaux de cet atelier afin qu'ils puissent en ressortir avec des outils pouvant mieux aider les différents acteurs de mise en œuvre sur le terrain dans l'orientation et la sensibilisation des communautés, afin qu'elles puissent adopter les bonnes pratiques liées à la nutrition pour améliorer le statut nutritionnel des enfants, des adolescentes et des femmes en situation de vulnérabilité dans les régions mentionnées précédemment.

Ensuite, la représentante du Directeur National du Développement Social (DNDS), Mme Koné Sananaba Sidibé, cheffe de la Division Solidarité Action Humanitaire par intérim, a expliqué que les conséquences économiques et sociales de la crise multidimensionnelle placent le Mali au 184e rang sur 189 pays en termes de développement humain faible. Selon elle, le Mali demeure un pays à faible revenu dont l'économie est peu diversifiée et dépend fortement du secteur primaire, représentant 41,06% du PIB. Ce secteur constitue le socle de l'économie malienne et possède un potentiel important pour favoriser la croissance économique. Cependant, elle souligne que la faible productivité, les marchés sous-développés, les inégalités structurelles et la vulnérabilité aux changements climatiques sont une réalité. De plus, plus de 29% de la population souffre de malnutrition, 20% est en insécurité alimentaire et

10% des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrent de malnutrition aiguë.

Dans le cadre du programme innovant MALI NAFAMA TCHEW, une nouvelle approche d'engagement communautaire, de changement social et de comportement, appelée «MenEngage», sera mise en œuvre. Cette approche favorisera la participation et l'engagement accrus des hommes et des garçons en faveur de l'égalité des sexes, par le biais d'un dialogue entre hommes, femmes, filles et garçons, afin d'adopter durablement des pratiques nutritionnelles saines, des comportements et des attitudes appropriés pour la santé reproductive et maternelle, grâce à la prise de décision et au leadership des femmes et des adolescentes. Un modèle de communication technique et communautaire, utilisant les langues nationales (Bamanankan, Fulfuldé et Sonhraï), servira de référence pour systématiser le récit : le Modèle Intégré de Communication pour le Changement Social. Ce modèle mettra en évidence un processus itératif dans lequel le dialogue communautaire et l'action collective se complètent, sous l'influence de catalyseurs internes ou externes, pour produire des changements individuels et sociaux au sein des communautés, en faveur du bien-être de tous ses membres, en utilisant la photographie et l'audiovisuel, selon les dires de la représentante de la DNDS.

Elle ajoutera que le gouvernement du Mali, par le biais du Ministère de la Santé et du Développement Social (MSDS), ainsi que tous les autres ministères techniques présents (Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Éducation Nationale, Jeunesse, etc.), ne ménagera aucun effort pour accompagner le Groupe du Développement de l'Afrique (GDA) et l'UNICEF.

■ La rédaction



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**APPEL
GRATUIT**

**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Naissance des crises au Mali : Affaire Fily Dabo Sissoko, Hamadoun Dicko et autres...

Lorsqu'on remonte le cours de l'histoire, on se rend compte que les premières crises politique et armée ont commencé en 1962, à l'annonce de la création du franc malien. Très rapidement, on arrêta comme étant les instigateurs des troubles deux personnalités politiques importantes, Fily Dabo Sissoko et Hamadoun Dicko.



Tous deux avaient été députés à l'Assemblée nationale française à l'époque où le Mali était encore le territoire colonial du Soudan; tous deux avaient détenu des portefeuilles ministériels dans le gouvernement français; le premier, membre du parti socialiste français, avait été secrétaire d'Etat au Commerce et à l'Industrie en 1948; le second avait été sous-secrétaire d'Etat à l'Education nationale, puis au Commerce et à l'Industrie, en 1956 et 1957. Autres remarques de taille, tous deux membres de la Grande Loge de Paris (donc francs-maçons). Leur

objectif aurait été de renverser le gouvernement au pouvoir et de le remplacer par un autre gouvernement «plus docile aux directives reçues de l'extérieur».

L'ancien territoire du Soudan français, devenu en novembre 1958 la République soudanaise et en août 1960 la République du Mali, a bénéficié jusqu'à ce jour d'une très grande stabilité gouvernementale.

L'équipe qui s'était constituée autour du président Modibo Keïta, dans le cadre du parti dénommé Union soudanaise (section territo-

riale du Rassemblement démocratique africain ou R.D.A.), plusieurs années avant l'accession du pays à l'indépendance, est au pouvoir sans discontinuer depuis l'installation à Bamako du premier «conseil de gouvernement» en 1956. Les dernières élections au Parlement, dit «Assemblée nationale», en mars 1959, ont montré que l'équipe gouvernementale avait la confiance de la très grande majorité du pays.

Le gouvernement de M. Modibo Keïta s'est très courageusement engagé dans une politique d'austérité en donnant une priorité abso-

lue au problème du développement économique et social: problème difficile dans un pays dont les ressources naturelles sont rares et à peu près exclusivement agricoles.

Les objectifs de cette politique sont exprimés dans un plan quinquennal, établi sur la base d'études très sérieuses faites par un groupe d'experts français, et approuvé par l'Assemblée nationale en septembre 1961 et août 1962. Les objectifs du plan sont ambitieux, et leur réalisation, dont dépendra le «décollage économique» du pays, dépend elle-même de la discipline avec laquelle la population saura fournir l'effort qui lui est demandé. C'est dire que la politique du gouvernement n'ira pas sans de sérieuses contraintes. Or, au cours de l'année 1962, quelques remous se sont produits qui ont provoqué une riposte énergique du gouvernement: quatre-vingt-quinze inculpés ont été déférés devant une juridiction d'exception dite « Tribunal populaire».

Il est intéressant d'étudier, à l'occasion de cette affaire, les moyens par lesquels un gouvernement autoritaire a étouffé un mouvement considéré comme subversif, et aussi de rechercher à quelles limites doit raisonnablement s'arrêter le pouvoir d'autodéfense d'un tel gouvernement.

Pour prendre l'affaire à ses débuts, nous devons remonter au 1er juillet 1962, date à laquelle le président Modibo Keïta fit connaître la décision prise par le gouvernement du Mali d'effectuer une réforme monétaire: le Mali quittait l'Union monétaire de l'Afrique de l'Ouest à l'intérieur de laquelle avait cours le franc dit «CFA», et se donnait une monnaie propre dite «franc malien»; une Banque d'État, dotée d'un capital initial d'un million de francs CFA, serait chargée de l'émission de la monnaie nationale en même temps que du contrôle des autres banques ayant des activités dans le pays; dès la mise en circulation de la monnaie nationale, le franc CFA n'aurait plus cours; il était enfin précisé que cette réforme n'affectait nullement l'ap-

partenance du Mali à la zone franc. Il semble que la réforme monétaire ait porté ombrage à certains commerçants, dont le mécontentement fut habilement exploité par les adversaires du gouvernement.

Le 21 juillet, plusieurs centaines de manifestants se rassemblèrent sur la place du marché de Bamako, se formèrent en cortège, défilèrent devant l'ambassade de France en criant «vive la France» et «vive de Gaulle», et se dirigèrent vers le commissariat central de police en poussant des clameurs hostiles au gouvernement et au parti au pouvoir. Ils furent dispersés après un violent accrochage avec la police, au cours duquel il y eut plusieurs blessés mais aucun mort, et deux-cent-cinquante-deux d'entre eux furent arrêtés. Les militants de l'Union soudanaise, parti gouvernemental, organisèrent immédiatement une contre-manifestation pour assurer le président Modibo Keïta de leur loyalisme et de leur entier appui à la réforme monétaire. Le président adressa de son côté un appel à la nation, l'assurant qu'il saurait sévir contre les trafiquants de la nouvelle monnaie.

Le 22 juillet, l'ordre était rétabli, et des sanctions rigoureuses étaient annoncées contre les commerçants qui garderaient leurs magasins fermés. L'Union soudanaise désigna une commission nationale avec mission de faire une enquête complète sur les origines de l'émeute et les responsabilités qu'elle engageait. Très rapidement, on arrêta comme étant les instigateurs des troubles, deux (02) personnalités politiques importantes, MM. Fily Dabo Sissoko et Hamadoun Dicko. Tous deux avaient été députés à l'Assemblée nationale française à l'époque où le Mali était encore le territoire colonial du Soudan; tous deux avaient détenu des portefeuilles ministériels dans le gouvernement français; le premier, membre du parti socialiste français, avait été secrétaire d'État au Commerce et à l'Industrie en 1948; le second avait été sous-secrétaire d'État à l'Éducation nationale, puis au Commerce et à l'Industrie, en

1956 et 1957.

Lors des élections à l'Assemblée nationale de Bamako le 8 mars 1959, MM. Sissoko et Dicko étaient les leaders du parti du regroupement africain, qui s'opposait à l'Union soudanaise. Celle-ci avait d'ailleurs remporté une victoire écrasante, en enlevant la totalité des quatre-vingt sièges à l'Assemblée. Les deux (02) chefs de l'opposition semblaient s'être ensuite ralliés au gouvernement de M. Modibo Keïta, qui les avait casés dans l'administration. L'enquête conduisit d'autre part à l'arrestation d'un important commerçant de la place, El Hadj Kassoum Touré. Celui-ci aurait été détenteur d'importants avoirs en francs CFA; lésé dans ses intérêts par la réforme monétaire, il aurait pris la tête de la rébellion dans le milieu des commerçants. Prenant la parole, dans une réunion publique au début d'août, le président Modibo Keïta désignait nommément MM. Sissoko, Dicko et Touré comme étant les meneurs d'un complot préparé de longue date en liaison avec certains gouvernements étrangers. Leur objectif aurait été de renverser le gouvernement au pouvoir et de le remplacer par un autre gouvernement «plus docile aux directives reçues de l'extérieur». Leur tactique aurait été de miser sur le mécontentement des commerçants, boutiquiers, marchands ambulants, transporteurs, etc., qui représentent une classe numériquement importante et dont la politique sociale du gouvernement pouvait compromettre les intérêts.

L'ouverture des débats devant le Tribunal populaire fut fixée au lundi 24 septembre. Il n'est peut-être pas sans intérêt de mentionner que quelques jours avant cette date, exactement le 18 septembre, à la faveur d'un remaniement ministériel, le portefeuille de la Justice avait été transféré à M. Madeira Keïta, précédemment ministre de l'Intérieur et notoirement connu comme étant l'«homme fort» du gouvernement.

Les audiences ont occupé quatre journées complètes, du lundi 24 au

jeudi 27 septembre.

Le Tribunal ne siégeait pas dans les locaux du Palais de justice, mais dans la salle de réunions de la Maison des anciens combattants. Sur les manifestants arrêtés le 21 juillet, quatre-vingt-douze étaient déférés devant le Tribunal en plus des trois principaux accusés, MM. Sissoko, Dicko et Touré. Il était reproché aux inculpés «d'avoir organisé un complot et commis un attentat contre la sûreté intérieure de l'État en vue de changer et de détruire le gouvernement du Mali».

Le Tribunal, dont on a dit plus haut la composition, était présidé par M. Mamadou Diawara, Point important, aucun avocat ni même aucun défenseur officiel n'assistait les prévenus. Les débats étaient publics, et se sont pratiquement limités à l'interrogatoire des inculpés et à l'audition de leurs déclarations. Il semble d'ailleurs que les inculpés aient eu la faculté de s'expliquer avec la plus entière liberté. La plupart d'entre eux s'appliquèrent à minimiser la portée des manifestations du 21 juillet, et affirmèrent qu'ils n'avaient fait que suivre la foule sans être animés d'aucune intention hostile vis-à-vis du gouvernement.

Kassoum Touré reconnut qu'il avait contribué à organiser la manifestation des commerçants, mais affirma qu'il l'avait fait sans aucune arrière-pensée politique. Hamadoun Dicko nia entièrement les faits qui lui étaient reprochés. Fily Dabo Sissoko plaida au contraire coupable et déclara: «je reconnais tous les faits; j'ai commis une très grosse faute». H. avoua notamment avoir encour-

ragé les commerçants et les anciens combattants à organiser une démonstration anti-gouvernementale, à défiler devant l'ambassade de France en poussant des cris hostiles au Mali, et à tenter de prendre d'assaut le poste central de police. Il conclut en sollicitant l'indulgence des juges populaires.

La mesure d'humanité prise par le président Modibo Keïta moins d'une semaine après le verdict en commuant les trois peines de mort en peines de détention à vie ne peut nous faire oublier les graves irrégularités de la procédure au terme de laquelle les sentences ont été prononcées. Le fait reste que les inculpés ont été déférés devant une juridiction constituée en violation des dispositions de la Constitution de la République du Mali, et qu'ils n'ont pas bénéficié pour assurer leur défense des garanties que doit normalement comporter toute procédure pénale.

Que conclure de tout cela ?

La loyauté la plus élémentaire commande de rendre hommage au courage avec lequel le gouvernement de la République du Mali s'est attaqué depuis quatre ans au problème du développement économique et social. On ne peut lui reprocher d'avoir donné aux impératifs du développement une priorité absolue, et il est certain qu'une telle politique exige une très grande discipline de la part de la population.

Le gouvernement a parfaitement le droit de se défendre contre les pêcheurs en eau trouble : mais il doit (et peut) le faire en usant de moyens légaux.

Armer une autorité de fait de pouvoirs répressifs, c'est un expédient inutile et dangereux, dangereux en premier lieu pour le gouvernement lui-même. La Constitution a opéré une distribution rationnelle des compétences entre les pouvoirs publics.

Le gouvernement, appuyé par le Parlement dont il a la confiance, a toute latitude pour faire la politique économique et sociale qu'attend de lui l'immense majorité de la population.

«Si le cadre juridique de cette politique est clairement et judicieusement tracé, et cela ne tient qu'au gouvernement et au Parlement, les tribunaux n'auront pas besoin d'être «au service du régime»: il suffira qu'ils soient au service de la légalité; les magistrats n'auront pas besoin d'être des «militants du parti»: il suffira qu'ils soient de bons magistrats; il n'y aura pas besoin de faire appel à des juridictions d'exception: les juridictions de droit commun suffiront.

En s'appliquant à rester un «État de droit», la République du Mali assurera la stabilité de ses institutions sans compromettre aucunement les chances de son développement économique...», avait conclu la Commission Internationale de Juristes dans son rapport en juillet 1963.

A.K. DRAMÉ, Journaliste freelance
Inter De Bamako

www.malikile.com

SEGOU : L'UNESCO protège les manuscrits anciens au Mali

Du 30 au 31 août 2023 à l'hôtel Fanta N'Dongo de Sébougou, l'Unesco en partenariat avec l'agence nationale de communication pour le développement « ANCD » a organisé un atelier de formation des animateurs de radios communautaires et des journalistes culturels sur les valeurs historiques, sociales, culturelles, scientifiques et économiques des manuscrits anciens. Pendant cet atelier de deux jours, l'Unesco l'objectif visait à outiller les animateurs de radios communautaires et les journalistes culturels tout en les dotant d'informations nécessaires sur les valeurs historiques, scientifiques, culturelles et économiques des manuscrits anciens afin de leur permettre de véhiculer des informations fiables et d'élaborer des messages d'informations et sensibilisation et les diffuser à travers des émissions radiophoniques dans les langues nationales.



A l'ouverture des travaux de l'atelier, le représentant de l'exécutif régional en la personne du conseiller aux affaires administratives et juridiques Mohamed Aboubacrine Ag Mohamed Aly, a salué les organisateurs pour le choix porté sur Ségou. Il a tenu à remercier les uns et les autres pour leur présence à ségou et a souhaité pleins succès pour le déroulement de l'atelier. Il les a rassurés de leur disponibilité pour la sauvegarde et la valorisation des manuscrits anciens. Prenant la parole docteur Bazoumana Traoré, représentant le chef de bureau de l'UNESCO au Mali a indiqué que le choix porté sur Ségou a un symbole tout particulier : Ségou c'est la cité de la culture, c'est le berceau des grands empires. Il affirmera que selon les dernières

estimations le nombre de manuscrits anciens disponibles au Mali est de 1.500.000 qui reste à vérifier et sont repartis entre Tombouctou, Gao, Mopti, Ségou et Niore du Sahel. Madame Traoré Assitan Coulibaly directrice de l'ANCD a tout d'abord souhaité la pérennisation du partenariat avec l'UNESCO et a également souhaité la bienvenue aux différents hommes de médias qui ont bien voulu prendre part à cet atelier « de donner et de recevoir ». Elle a demandé aux journalistes de suivre l'atelier avec ponctualité, assiduité car ils seront les relais pour véhiculer les messages de l'atelier. Monsieur Hassane Koné, président de l'association des journalistes culturels du Mali a souhaité l'implication de tous les journalistes qui seront les relais pour la promotion des ma-

nuscrits anciens à travers le Mali et même au-delà. Les deux jours de l'atelier ont été sanctionnés par des propositions, des recommandations : mise en place d'un réseau des animateurs et journalistes pour la promotion des manuscrits anciens au Mali, amener les acteurs des médias à plus d'implication, formaliser les relations entre le réseau de l'agence nationale de communication pour le développement et l'UNESCO, pérenniser les acquis entre autres. En outre cet atelier a vu la participation de 20 animateurs de radios et journalistes culturels venus de Tombouctou, Djenné, Ségou, Kayes, Sikasso et Bamako.

Bakary MALLE (stagiaire)
Source : Ségou Tuyé

Burkina Faso

La France suspend les procédures d'adoption



La France a décidé de suspendre les procédures d'adoption internationales concernant les enfants résidant au Burkina Faso. Cette décision intervient dans un contexte de dégradation des relations entre les deux pays depuis l'arrivée au pouvoir du capitaine Ibrahim Traoré en septembre 2022,

à la suite d'un deuxième coup d'État militaire en huit mois.

Un arrêté du ministère des affaires étrangères, publié le samedi 16 septembre au Journal officiel, précise que toutes les procédures d'adoption internationale pour les enfants ayant leur résidence habituelle

au Burkina Faso et impliquant des personnes résidant habituellement en France sont suspendues. Cependant, cette mesure ne s'applique pas aux dossiers déjà « apparentés », c'est-à-dire aux cas où les autorités burkinabés ont déjà identifié une famille adoptive spécifique pour un enfant donné.

L'Agence française de l'adoption (AFA) a annoncé que les familles déjà «apparentées» peuvent poursuivre leur procédure d'adoption en suivant les recommandations du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Selon l'AFA, sept enfants burkinabés ont été adoptés par des Français l'année dernière, et un total de 268 depuis 2008.

Cette décision intervient dans un contexte de dégradation des relations entre la France et le Burkina Faso depuis l'arrivée au pouvoir du capitaine Ibrahim Traoré en septembre 2022, à la suite d'un deuxième coup d'État militaire en huit

mois. Le pays a récemment expulsé l'attaché militaire de l'ambassade de France à Ouagadougou, l'accusant d'activités subversives. En mars, le Burkina Faso avait dénoncé un accord militaire de 1961 avec la France et avait exigé et obtenu le retrait de la force française Sabre, déployée dans le pays pour lutter contre les violences djihadistes. Le gouvernement burkinabé avait également demandé le départ définitif de tous les personnels militaires français travaillant dans les administrations militaires du pays.

L'ambassadeur de France à Ouagadougou a été rappelé après le coup

d'État de septembre 2022 et n'a pas été remplacé depuis. En plus de la suspension des procédures d'adoption, les visas sont également suspendus pour les étudiants burkinabés, maliens et nigériens qui devaient poursuivre leurs études en France, en raison de la fermeture des services consulaires français dans ces pays.

Binadjan Dombia

Attaf a discuté de la situation au sahel avec son homologue italien

Rome appuie la démarche d'Alger

L'Italie a réitéré son appui à la solution politique prônée par l'Algérie au Niger

La situation d'instabilité et d'insécurité qui prévaut dans la région du Sahel continue de préoccuper l'Algérie et l'Italie. Cette situation a été au coeur de l'échange téléphonique qu'a eu, hier, le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, avec son homologue italien, Antonio Tajani. La communication a porté sur la situation dans la région avec un intérêt particulier sur le Niger. Il a été ainsi question du plan de sortie de crise que l'Algérie a proposé. Et qu'elle a suggéré aux différentes parties nigériennes, aux pays membres de la Cédéao, ainsi qu'aux pays en mesure de contribuer à la concrétisation de l'offre politique.

Ahmed Attaf a informé son homologue italien «des réactions encourageantes» que l'initiative du président Tebboune «continue de recevoir». C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères, lequel a ajouté que le ministre italien a «renouvelé l'appui» de son pays à l'offre de solution de l'Algérie sur la crise au Niger. Le ministre italien a mis «un accent particulier» sur l'idée de l'organisation d'une conférence internationale sur le développement au Sahel. Cette étape est contenue dans le plan de sortie de crise au Niger présenté par l'Algérie. Elle devrait couronner le succès de la démarche, mais aussi illustrer la corrélation entre le développement et les facteurs d'insécurité dans la région. C'est le principe que l'Algé-

rie a toujours défendu.

À rappeler que l'initiative de Tebboune pour le règlement politique de la crise au Niger, s'articule autour de six axes. Elle s'inscrit dans le cadre d'une vision garantissant d'une part, le respect du principe de rejet des changements anticonstitutionnels et d'autre part, l'adhésion de toutes les parties autour de l'option pacifique, loin de toute intervention militaire. L'approche politique préconisée par l'Algérie propose d'accorder les garanties adéquates à toutes les parties concernées dans la perspective d'assurer la durabilité de la solution politique et son acceptation de tous. Aussi, Attaf et Tajani ont abordé, hier, selon la même source, la situation qui prévaut au Mali, un



autre pays de la région, qui n'arrive pas à entrevoir le chemin de la paix. «La détérioration de la situation au Mali a été également au centre des échanges entre les deux ministres»,

peut-on lire dans le communiqué du ministère des Affaires étrangères. Les points de vue «ont convergé sur l'impératif d'une relance rapide de la mise en oeuvre de l'Accord sur la

paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger», a fait savoir le MAE.

Source : leexpressiondz

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 - Mail: @gmail.com

Site: www.malikile.com

Football/compétitions interclubs CAF : Le stade malien assure, l'as réal sous pression

Les deux représentants maliens ont fait du mouvement et de l'émotion ce week-end à Bamako, lors du 2e tour éliminatoire des compétitions interclubs de la CAF.

En ligue des Champions

EL'AS a effectuée une très mauvaise affaire à domicile face au FC Nouadibou de la Mauritanie ce samedi au stade du 26 Mars, en s'inclinant 3-0 suite à un match largement dominé.

Les scorpions se modront sûrement les doigts à cause de leur inefficacité devant les buts et l'inattention des défenseurs. Pour espérer entrer

en poule, les poulains de Nouhoum Diane devront réaliser une victoire de 4-0 en Mauritanie le week-end prochain.

En Coupe de la Confédération

Bonne affaire pour le Stade Malien de Bamako. Opposé aux Aigles Noirs de Burundi, les blancs de Bamako l'ont emporté ce dimanche 2-0 au stade du 26 Mars. Les poulains du coach Sékou Seck Bako

ont effectué une belle prestation devant leur publics avec des réalisations qui font suite à deux pénalties transformé par Ibrahim Traoré 47mn et 64mn par Daouda Coulibaly.

Au compte du match retour, le Stade Malien de Bamako effectuera ainsi un déplacement Tanzanie ce 30 Septembre 2023, puisque l'Aigle Noir n'a pas de stade homologué au Burundi.

Kledu_Infos





Bélier (21 mars - 19 avril)

Tout va très bien, vous remplissez vos missions à la perfection et cela vous vaut les félicitations de votre hiérarchie. Si quelques pointes de jalousie sont perceptibles chez certains de vos collègues, un peu de diplomatie et de pédagogie devraient y mettre un terme. Attention à ne pas succomber à l'autosatisfaction, elle ne ferait que créer des tensions inutiles et préjudiciables, avant tout à vous-même.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Période de stabilisation dans votre travail. Les atermoiements, les doutes sur l'avenir de divers projets, ou les mésententes qui minent votre entourage professionnel ont disparu. Parfois le ciel s'agite et chamboule tout, mais les choses reviennent toujours dans l'ordre. Si vous avez des envies de nouvel horizon professionnel, prenez bien le temps de peser le pour et le contre et décidez en conséquence.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Une journée placée sous le signe de la détente. Si vous avez tendance à exiger beaucoup de vous-même pour montrer votre valeur, vous relâcherez la pression aujourd'hui. Moins préoccupé par ce que votre entourage professionnel peut penser de vous, vous ne chercherez pas à faire des étincelles, mais simplement de votre mieux. Vos compétences sont reconnues, vous n'avez nul besoin d'épater la galerie. Ne prenez pas la grosse tête.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous avez de plus en plus de difficultés à supporter vos collègues, et cela se voit sur votre travail. Profitez de cette journée favorable dans le domaine du travail pour mettre les choses à plat. Vous pourriez être surpris de constater que malgré les apparences, on vous apprécie beaucoup. C'est alors un bon moment pour dire ce que vous avez sur le cœur. Vous pourrez retrouver le moral et vous sentir mieux au bureau.



Lion (22 juillet - 23 août)

Passionné par votre travail, vous vous donnez à fond sans compter vos heures. Si votre investissement vous vaut la reconnaissance de vos collaborateurs, vous avez tendance à délaissier votre vie personnelle et votre entourage en souffre. Profitez d'un temps off pour vous poser et réfléchir à ce qui compte vraiment pour vous. Vous pourrez alors essayer de mettre en place un équilibre qui vous épanouisse vraiment.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous aimez votre travail. Vous êtes force de propositions. Aucun obstacle ne vous fait peur. Malheureusement, pour l'instant, votre direction ne semble pas le remarquer. Ne le prenez pas personnellement. Vos partenaires se débattent avec leurs propres dossiers. Ils vont finir par remarquer que vous êtes indispensable. Ou alors, songez à le leur dire lors d'un entretien que vous aurez gentiment proposé. On n'est jamais mieux servi que par soi-même.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous vous sentez faible et n'arrivez pas à faire tout ce que vous avez à faire en ce moment. Ne mettez pas la barre trop haut, vous avez simplement besoin de repos. Vous pouvez également demander à votre médecin traitant un bilan sanguin. Cela vous permettra de vous assurer que vous ne manquez de rien (magnésium, vitamines, fer...). En cas de carences, quelques compléments alimentaires vous remettront d'aplomb en peu de temps !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Un coup de mou règne aujourd'hui. Vous avez à faire, mais vous traînez des pieds, la routine prend le dessus. Ne négligez pas ce signal d'alarme qui vous invite à vous pencher sur vos véritables idéaux professionnels. Vous avez sérieusement l'envie aujourd'hui de mettre les choses à plat et de secouer l'ordre établi. Ne prenez toutefois pas de décisions trop hâtives, pesez le pour et le contre avant de prendre une décision.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous avez donné beaucoup en matière de temps et d'énergie pour votre travail ces derniers temps. Vous aimeriez être récompensé à votre juste valeur, mais vous n'osez pas en parler. Cela commence même à vous agacer. Un conseil : discutez-en rapidement avec bienveillance et intelligence bien sûr. Cela permettra d'enrayer de potentiels blocages et surtout, d'avoir l'esprit libéré ensuite. Vous en serez meilleure au travail, et les journées seront plus agréables.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Bien que votre emploi actuel vous plaise assez, vous commencez à vous poser beaucoup de questions quant à l'évolution de votre carrière. Vous avez des envies de changement et vous réfléchissez sérieusement à vous lancer dans un projet en solo. Votre pragmatisme vous pousse à vous entourer de personnes fiables et à développer un plan d'action réalisable. Bravo, vous mettez ainsi toutes les chances de votre côté pour réussir !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous avez du mal à vous lever pour aller travailler, votre job ne vous passionne plus, et vous avez l'impression de tourner en rond ? C'est le moment de vous renouveler ! Ayez confiance en votre créativité, et n'hésitez pas à faire valoir vos idées auprès de vos collaborateurs. Vous méritez d'être entendu. Affirmez-vous, et prenez des risques sans vous soucier des jaloux qui essaieront de vous mettre des bâtons dans les roues.



Poisson (19 février - 21 mars)

La période est à la pondération. Si vous vous êtes montré impulsif dans la réalisation de certains projets ces derniers temps, le résultat n'a pas toujours été pleinement positif. À trop vouloir montrer vos compétences, vous vous mettez en danger sur le plan professionnel. Ne vous inquiétez pas, vos aptitudes et vos acquis n'échappent à personne. On vous connaît pour être une ressource précieuse. Inutile de trop en faire.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1273 Malikilé
Kamena lève le voile!

1274 Malikilé
Les enfants de Badalabougou servis

1275 Malikilé
Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA

1276 Malikilé
La grosse arnaque!

1277 Malikilé
242 filles et femmes installées

1278 Malikilé
De quoi ont peur les pays de la zone franc?

1279 Malikilé
Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM

1280 Malikilé
Les travaux débute aujourd'hui!

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23